

Chapitre 1

Perspectives à court terme des marchés du travail et introduction à la réévaluation de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi

La situation de l'emploi dans les pays de l'OCDE est-elle en train de s'améliorer? En dépit des tensions géopolitiques, d'importants déséquilibres de balance courante et de la flambée des prix du pétrole, la croissance économique fait preuve de résilience dans la zone de l'OCDE et l'on s'attend à ce que l'emploi continue d'augmenter modérément jusqu'à fin 2007. Les taux de chômage devraient ainsi continuer de s'améliorer, le mouvement de hausse du chômage qui avait accompagné le ralentissement de l'économie mondiale au début de la décennie s'inversant peu à peu. Malgré l'amélioration du contexte conjoncturel, un tiers environ de la population en âge de travailler est toujours au chômage ou inactive, en moyenne, dans la zone de l'OCDE. Cela montre l'importance d'une stratégie d'ensemble en faveur de l'emploi, du type de celle que proposait l'OCDE, en 1994, dans sa Stratégie pour l'emploi. Pourquoi une actualisation de cette stratégie s'impose-t-elle? Quels ont été les réussites et les échecs dans sa mise en œuvre et quels sont les défis qui s'annoncent?

Introduction

En dépit des multiples incertitudes qui pèsent sur les perspectives de l'économie mondiale, on s'attend à ce que la situation économique continue de s'améliorer, dans la zone de l'OCDE, au cours des deux prochaines décennies, et à ce que les taux de chômage continuent de reculer, dans la plupart des pays de l'OCDE. Néanmoins, d'après les projections, plus de 34 millions de personnes seront encore au chômage en 2007. Dans la section 1 du présent chapitre, on passe en revue les évolutions récentes de l'économie et les perspectives, en mettant l'accent, en particulier, sur les marchés du travail. La section 2 expose les raisons de la réévaluation de la Stratégie pour l'emploi que l'OCDE avait formulée en 1994 et montre comment ce numéro des *Perspectives de l'emploi de l'OCDE* contribue à cette réévaluation.

1. Évolutions récentes et perspectives sur les marchés du travail

La croissance économique dans la zone de l'OCDE fait preuve de résilience dans un environnement caractérisé par des tensions géopolitiques, d'importants déséquilibres de balance courante et des prix de l'énergie élevés et volatils. La croissance a quelque peu ralenti, en 2005, dans la majorité des pays de l'OCDE, mais les projections de l'OCDE anticipent une certaine amélioration en 2006-07, surtout dans les pays européens membres de l'OCDE, où la croissance a été plus atone, en moyenne, que dans les autres pays membres. La croissance de l'emploi dans la zone de l'OCDE devrait rester modeste en 2006-07, dépassant à peine 1 % par an en moyenne, tandis que le chômage devrait continuer de régresser peu à peu, grâce en partie à un accroissement relativement lent de la population active. La croissance de la rémunération réelle moyenne par salarié s'est légèrement accélérée en 2005, atteignant environ 1.5 % – ce qui est encore en deçà de la croissance de la productivité du travail – et elle devrait rester en gros stable jusqu'à fin 2007.

Les sections ci-après sont un résumé de l'évaluation de la situation économique et des perspectives à court terme dans les pays de l'OCDE qui est présentée dans l'édition de mai 2006 des *Perspectives économiques de l'OCDE*. On s'intéresse, en particulier, aux conséquences sur le plan de l'emploi, du chômage et des rémunérations.

Perspectives économiques jusqu'à fin 2007

En 2005, la croissance du PIB réel a été en moyenne de 2.8 % dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, en baisse par rapport aux 3.3 % enregistrés en 2004 (tableau 1.1). Dans la plupart des pays, la croissance n'a que modérément ralenti, dans un contexte marqué par des catastrophes naturelles, des déséquilibres de balance courante qui ont atteint des niveaux sans précédent et la flambée des prix du pétrole et d'autres matières premières. En dépit de la poussée inflationniste liée à la hausse des prix des matières premières, les prix sont restés globalement stables sans compromettre l'activité. En résumé, la phase actuelle de reprise semble bien établie, grâce en partie à l'élan communiqué par l'économie des États-Unis et par les grandes économies émergentes d'Asie, en particulier la Chine.

Tableau 1.1. **Croissance du PIB réel dans les pays de l'OCDE**^{a, b}
Variation annuelle, en pourcentage

	Part dans le PIB total de l'OCDE 2000	Moyenne 1993-2003	2004	2005	Prévisions	
					2006	2007
Amérique du Nord						
Canada	3.2	3.5	2.9	2.9	3.1	3.3
Mexique	3.3	2.7	4.2	3.0	4.1	3.7
États-Unis	36.0	3.2	4.2	3.5	3.6	3.1
Asie						
Japon	11.9	1.0	2.3	2.7	2.8	2.2
Corée	2.8	5.3	4.7	4.0	5.2	5.3
Europe						
Autriche	0.8	2.3	2.6	2.0	2.5	2.2
Belgique	1.0	2.2	2.4	1.5	2.5	2.4
République tchèque	0.5	2.3	4.7	6.0	5.7	4.7
Danemark	0.6	2.5	1.9	3.1	3.0	2.4
Finlande	0.5	3.6	3.5	2.2	3.4	2.8
France	5.8	2.2	2.1	1.4	2.1	2.2
Allemagne	7.7	1.6	1.1	1.1	1.8	1.8
Grèce	0.7	3.4	4.7	3.7	3.7	3.6
Hongrie	0.5	3.6	4.5	4.3	4.6	4.4
Islande	0.0	3.5	8.2	5.6	4.1	1.4
Irlande	0.4	8.0	4.5	4.6	5.0	5.0
Italie	5.4	1.7	0.9	0.1	1.4	1.3
Luxembourg	0.1	4.7	4.2	4.0	4.5	4.5
Pays-Bas	1.7	2.6	1.7	1.1	2.4	2.8
Norvège	0.6	3.3	3.1	2.3	2.6	2.7
Pologne	1.5	4.5	5.3	3.3	4.4	4.6
Portugal	0.7	2.7	1.1	0.3	0.7	1.5
République slovaque	0.2	4.5	5.5	6.0	6.3	6.3
Espagne	3.1	3.5	3.1	3.4	3.3	3.0
Suède	0.9	2.9	3.2	2.7	3.9	3.3
Suisse	0.8	1.3	2.1	1.9	2.4	1.8
Turquie	1.7	2.7	8.9	7.4	6.1	6.4
Royaume-Uni	5.5	3.0	3.1	1.8	2.4	2.9
Océanie						
Australie	1.9	3.9	3.2	2.6	2.9	3.7
Nouvelle-Zélande	0.3	3.7	4.3	1.9	1.3	1.9
OCDE Europe	40.6	2.5	2.5	2.0	2.6	2.6
UE-15	34.8	2.3	2.0	1.5	2.2	2.2
UE-19	37.5	2.7	2.3	1.7	2.4	2.4
Total OCDE	100.0	2.7	3.3	2.8	3.1	2.9

a) Les méthodes de prévision du Secrétariat de l'OCDE, ainsi que les concepts et sources statistiques utilisés, sont amplement décrits dans le document « Sources et méthodes : Perspectives économiques de l'OCDE » qui peut être consulté sur le site Internet de l'OCDE (www.oecd.org/dataoecd/47/9/36462096.pdf).

b) Les agrégats sont calculés sur la base des pondérations du PIB de 2000 exprimées en parités de pouvoir d'achat de 2000.

Source : OCDE (2006), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 79, mai, Paris.

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/467806521426>

Parmi les principales économies de l'OCDE, c'est aux États-Unis que la croissance économique a été la plus rapide en 2005, la croissance dans ce pays continuant de bénéficier de la vigueur de la demande intérieure, tirée par la consommation des ménages et

l'investissement des entreprises. La vigoureuse expansion aux États-Unis et dans les pays d'Asie extérieurs à la zone de l'OCDE a contribué à soutenir une solide croissance économique en Australie, au Canada, en Corée, au Japon et au Mexique. Au sein de l'OCDE, la croissance en Europe, en 2005, a été soutenue par des taux d'intérêt à long terme bas, par la dépréciation de l'euro et par le dynamisme des marchés à l'exportation, tandis que la demande intérieure reste inférieure à la tendance. Cependant, les performances en termes de croissance ont été tout à fait inégales au sein de l'Europe, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Portugal enregistrant une croissance du PIB réel de 1.5 %, voire moins, tandis que les autres pays d'Europe enregistraient une croissance plus forte. La croissance est restée vigoureuse en Turquie, en 2005, s'établissant à 7.4 %. La croissance a aussi été tout à fait robuste dans les nouveaux membres de l'Union européenne – Hongrie, Pologne, République slovaque et République tchèque.

D'après les projections de l'OCDE pour 2006 et 2007, il n'y aurait guère de changement dans le taux de croissance moyen pour la zone de l'OCDE, mais le mouvement d'expansion économique aurait tendance à s'étendre, la croissance gagnant en vigueur en Europe, où elle a été, dans l'ensemble, plutôt atone. L'expansion économique devrait rester vigoureuse aux États-Unis, s'établissant à 3.6 % en 2006, malgré un certain resserrement, récemment, de la politique monétaire. La reprise au Japon devrait s'affermir davantage, la demande des ménages devenant plus dynamique : c'est une croissance de 2.8 % qui est projetée pour 2006. En tant que pays exportateur de pétrole, le Mexique profite des prix élevés du pétrole et devrait croître à un rythme proche de 4 % en 2006 et en 2007. L'Australie, le Canada et la Corée devraient continuer de profiter de la forte expansion en Chine et en Asie de façon générale, et les économies de ces pays devraient croître de 3 %, voire plus, en 2006. En Europe, la croissance devrait augmenter, atteignant 2.6 % en 2006, ce qui réduirait, sans toutefois le combler, l'écart de croissance avec les États-Unis. Les taux de croissance resteront inégaux parmi les pays européens. L'Espagne, l'Irlande et le Royaume-Uni, la plupart des pays d'Europe orientale et les pays nordiques continueront d'enregistrer une croissance relativement forte, quoique en retrait, en 2007, dans certains de ces pays. Par contre, la croissance devrait être moins vigoureuse en Allemagne, en Italie et au Portugal, où la progression de la demande intérieure reste faible.

Ces projections sont associées à de grandes incertitudes susceptibles de jouer à la baisse, telles que le risque de poursuite de la hausse des prix de l'énergie, d'aggravation des déséquilibres de balance courante et de baisse des prix des logements dans un contexte de relèvement des taux d'intérêt à long terme. Ainsi, la pause sur le prix des logements a contribué à freiner la croissance, en Australie et au Royaume-Uni, en 2005. De façon plus positive, les hauts niveaux de rentabilité des entreprises observés dans toute la zone de l'OCDE pourraient réserver des surprises favorables en termes de formation du capital, d'emploi et de croissance.

Emploi et chômage

En 2005, l'emploi a continué de croître au rythme modéré de 1.1 % dans l'ensemble de la zone de l'OCDE (tableau 1.2). La croissance de l'emploi a eu tendance à rester modérée même dans un certain nombre de pays où la croissance économique a été vive, cela en raison de gains de productivité du travail. Néanmoins, la croissance de l'emploi excède la croissance de la population active dans la majorité des pays de l'OCDE et les taux de chômage régressent, même s'ils se maintiennent, dans de nombreux pays, à des niveaux plus élevés qu'avant le ralentissement des années 2000-01 observé au niveau mondial. Aux

Tableau 1.2. **Croissance de l'emploi et de la population active dans les pays de l'OCDE^a**
Variation annuelle, en pourcentage

	Emploi						Population active					
	Niveau en 2004 (milliers)	Moyenne 1993-2003	2004	2005	Prévisions		Niveau en 2004 (milliers)	Moyenne 1993-2003	2004	2005	Prévisions	
					2006	2007					2006	2007
Amérique du Nord												
Canada	15 949	2.0	1.8	1.4	1.7	1.6	17 183	1.6	1.3	0.9	1.3	1.4
Mexique	41 272	2.4	3.9	-0.7	2.3	2.5	42 566	2.3	4.5	-0.2	2.1	2.5
États-Unis	139 244	1.4	1.1	1.8	1.6	1.0	147 386	1.3	0.6	1.3	1.2	1.0
Asie												
Japon	63 290	-0.2	0.2	0.4	0.4	0.3	66 425	0.1	-0.4	0.1	0.0	-0.3
Corée	22 557	1.4	1.9	1.3	1.3	1.0	23 417	1.5	2.0	1.4	1.2	0.9
Europe												
Autriche	4 112	0.5	-0.3	0.3	0.6	0.6	4 360	0.5	-0.2	0.5	0.6	0.7
Belgique	4 216	0.7	0.6	0.9	0.9	0.9	4 601	0.7	0.8	0.6	0.2	0.6
République tchèque	4 684	-0.2	-0.3	1.4	0.7	0.3	5 110	0.1	0.3	1.0	0.4	0.1
Danemark	2 751	0.7	0.0	0.6	0.7	0.5	2 910	0.3	0.2	0.0	0.0	0.2
Finlande	2 356	1.3	0.0	1.5	1.5	0.5	2 584	0.5	-0.2	1.1	0.9	0.3
France	24 687	1.2	0.0	0.4	0.4	0.5	27 420	0.9	0.2	0.2	0.0	0.2
Allemagne	38 868	0.3	0.4	-0.2	0.2	0.7	42 799	0.5	0.9	-0.3	-0.5	0.3
Grèce	4 093	0.7	2.9	1.3	1.3	1.3	4 599	0.8	3.7	0.6	0.8	0.9
Hongrie	3 856	0.3	-0.6	0.0	0.9	0.7	4 109	-0.4	-0.3	1.2	0.8	0.6
Islande	156	1.4	-0.5	3.3	2.6	0.7	161	1.2	-0.8	2.8	2.1	0.7
Irlande	1 865	4.2	3.0	4.7	2.9	2.4	1 952	2.8	2.8	4.6	2.9	2.5
Italie	22 147	0.7	1.5	0.7	0.6	0.4	24 102	0.6	1.0	0.4	0.6	0.2
Luxembourg	198	1.8	1.3	1.8	2.0	2.2	207	2.0	1.8	2.3	2.4	1.7
Pays-Bas	8 140	1.8	-1.0	-0.6	1.5	1.3	8 562	1.6	-0.5	-0.3	0.5	0.5
Norvège	2 275	1.2	0.3	0.6	1.6	1.0	2 382	1.1	0.3	0.7	1.0	0.8
Pologne	13 795	-0.9	1.3	2.3	2.3	2.4	17 025	-0.2	0.5	0.8	1.1	1.1
Portugal	5 087	1.0	0.1	0.1	0.5	0.9	5 452	1.1	0.5	1.2	0.8	0.7
République slovaque	2 170	..	0.3	2.1	1.9	1.3	2 651	..	1.0	-0.3	1.0	0.5
Espagne	18 100	3.5	3.9	4.8	4.1	3.1	20 234	2.7	3.3	3.2	3.6	3.0
Suède	4 213	0.7	-0.4	1.0	1.6	1.1	4 460	0.3	0.2	1.3	0.5	0.5
Suisse	4 178	0.5	0.3	0.1	0.9	1.0	4 362	0.5	0.5	0.2	0.6	0.5
Turquie	22 291	1.3	3.0	1.1	1.8	1.9	24 790	1.5	2.7	1.1	1.9	2.1
Royaume-Uni	28 465	1.1	1.0	1.0	0.3	0.8	29 884	0.5	0.7	1.0	0.8	0.7
Océanie												
Australie	9 694	2.1	1.9	3.5	2.0	1.2	10 265	1.6	1.4	2.9	1.6	1.2
Nouvelle-Zélande	2 017	2.3	3.4	2.8	0.6	0.0	2 099	1.8	2.6	2.6	1.2	0.7
OCDE Europe^b	222 703	0.9	1.1	1.0	1.1	1.2	244 717	0.8	1.0	0.7	0.8	0.9
UE-15	169 298	1.1	0.9	0.9	0.9	1.1	184 126	0.9	1.0	0.7	0.6	0.8
UE-19^b	193 803	0.9	0.9	1.0	1.0	1.1	213 021	0.7	0.9	0.7	0.7	0.8
Total OCDE^b	516 726	1.1	1.3	1.1	1.3	1.1	554 058	1.0	1.1	0.8	1.0	0.9

.. : Données non disponibles.

a) Voir la note a) du tableau 1.1.

b) Les moyennes pour 1993-2003 excluent la République slovaque.

Source : OCDE (2006), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 79, mai, Paris.

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/322526415438>

États-Unis, la croissance de l'emploi s'est accélérée en 2005, ressortant à 1.8 %, alors même que la croissance du PIB ralentissait, ce qui signale à tout le moins une pause dans ce qui avait été une croissance très rapide de la productivité du travail. La croissance de l'emploi

a été supérieure à 3 % en Australie, en Espagne, en Irlande et en Islande en 2005. En dépit du rebond de la croissance économique au Japon, la croissance de l'emploi est restée très modeste, ressortant à 0.4 %, ce qui est néanmoins supérieur à la croissance de la main-d'œuvre. L'emploi a reculé au Mexique en 2005, en dépit d'une croissance de la production de 3 %, et aussi en Allemagne et aux Pays-Bas, où la croissance du PIB réel n'a été que d'environ 1 %. L'emploi est resté pratiquement inchangé, en 2005, en Hongrie (en dépit d'une croissance économique vigoureuse), au Portugal et en Suisse. La faiblesse de la croissance économique en Belgique, en France et en Italie, s'est aussi traduite par un faible taux de croissance de l'emploi dans ces pays.

En moyenne, pour la zone de l'OCDE, la croissance de l'emploi devrait afficher une hausse modérée de 1.3 % en 2006, après quoi elle retomberait à 1.1 % l'année suivante. Le taux moyen de croissance de l'emploi en Europe, ne devrait pas non plus connaître un grand changement, mais les écarts entre les 23 pays de la région devraient quelque peu s'atténuer. La croissance de l'emploi en 2006 ne devrait excéder 2 % que dans quatre de ces pays (Espagne, Irlande, Islande et Pologne), tandis qu'elle tomberait à 0.3 % au Royaume-Uni, en dépit d'une accélération limitée de la croissance du PIB réel. La croissance de l'emploi devrait décélérer peu à peu aux États-Unis, tombant à 1 % en 2007, et décélérer plus fortement en Nouvelle-Zélande. En ce qui concerne les pays non européens, le rythme de progression de l'emploi devrait dépasser 1 % l'an en 2006-07 en Australie, au Canada et au Mexique.

Le nombre des chômeurs dans la zone de l'OCDE s'est réduit d'un million entre 2004 et 2005 (tableau 1.3). Cela signifie donc que 6.5 % de la population active, soit plus de 36 millions de personnes, sont sans emploi. Les taux de chômage ont connu des évolutions assez contrastées, l'an passé, dans les différents pays de l'OCDE. Ils ont diminué dans 17 pays, notamment en Australie, au Canada, au Danemark, en Espagne, aux États-Unis, en Finlande, en Grèce, en Islande et au Japon, et, partant de niveaux plus élevés, en Pologne et en République slovaque. Par contre, le taux de chômage a augmenté dans dix pays, notamment en Hongrie, au Luxembourg, au Mexique, au Portugal et en Suède.

Le chômage devrait continuer de régresser, en 2006 et 2007, dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, ce qui donnerait une réduction cumulée correspondant à 2 millions de personnes et ramènerait le taux de chômage à 6 % à la fin de la période couverte par les projections. Le taux de chômage en Europe, dans les pays de l'OCDE, devrait aussi diminuer de 0.5 point de pourcentage entre 2005 et 2007, tout en se maintenant 2 points de pourcentage au-dessus de la moyenne pour l'ensemble des pays de l'OCDE. Les taux de chômage ne devraient augmenter, entre 2005 et 2006, que dans cinq pays (Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Portugal, Royaume-Uni et Turquie) et devraient diminuer ou rester inchangés dans les 25 autres pays membres. Après avoir notablement diminué en 2005, le taux de chômage devrait continuer à reculer en Australie, au Canada, en Espagne, aux États-Unis et au Japon, et aussi, à partir de niveaux plus élevés, en Pologne et en République slovaque. Par ailleurs, le taux de chômage devrait quelque peu régresser en Corée et au Mexique.

Rémunérations réelles

Le taux de croissance des rémunérations réelles par salarié, dans le secteur des entreprises, s'est quelque peu redressé dans la zone de l'OCDE, passant de 1.1 % en moyenne en 2004 à 1.6 % en 2005 (tableau 1.4). C'est plus que le taux d'accroissement moyen de 1.1 % qui avait été enregistré de 1993 à 2003, qui a été une décennie de modération salariale, mais cela reste un peu en deçà de la croissance moyenne de la

Tableau 1.3. Le chômage dans les pays de l'OCDE^a

	Pourcentage de la population active					Millions				
	Moyenne 1993-2003	2004	2005	Prévisions		Moyenne 1993-2003	2004	2005	Prévisions	
				2006	2007				2006	2007
Amérique du Nord										
Canada	8.7	7.2	6.8	6.4	6.2	1.3	1.2	1.2	1.1	1.1
Mexique	3.1	3.0	3.5	3.3	3.3	1.1	1.3	1.5	1.4	1.5
États-Unis	5.3	5.5	5.1	4.7	4.7	7.3	8.1	7.6	7.1	7.2
Asie										
Japon	4.0	4.7	4.4	4.0	3.5	2.7	3.1	2.9	2.7	2.3
Corée	3.7	3.7	3.7	3.6	3.5	0.8	0.9	0.9	0.9	0.8
Europe										
Autriche	5.3	5.7	5.9	5.8	5.9	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3
Belgique	8.5	8.4	8.4	8.0	7.7	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
République tchèque	6.3	8.3	8.0	7.7	7.5	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4
Danemark	5.8	5.5	4.8	4.2	3.9	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1
Finlande	12.2	8.9	8.4	7.9	7.7	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2
France	10.8	10.0	9.9	9.5	9.2	2.8	2.7	2.7	2.6	2.5
Allemagne	7.6	9.2	9.1	8.5	8.1	3.1	3.9	3.9	3.6	3.5
Grèce	10.5	11.0	10.4	10.0	9.7	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Hongrie	8.3	6.2	7.3	7.2	7.1	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Islande	3.5	3.1	2.6	2.1	2.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Irlande	8.8	4.4	4.4	4.4	4.4	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Italie	10.4	8.1	7.8	7.7	7.6	2.4	2.0	1.9	1.9	1.9
Luxembourg	2.9	4.2	4.6	5.1	5.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Pays-Bas	4.8	4.9	5.0	4.1	3.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Norvège	4.3	4.5	4.6	4.0	3.8	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Pologne	14.9	19.0	17.7	16.8	15.7	2.6	3.0	3.1	2.9	2.8
Portugal	5.7	6.7	7.7	7.9	7.7	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4
République slovaque	15.5	18.1	16.2	15.4	14.7	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4
Espagne	14.4	10.5	9.2	8.7	8.6	2.4	2.1	1.9	1.9	1.9
Suède	6.3	5.5	5.8	4.8	4.2	0.3	0.2	0.3	0.2	0.2
Suisse	3.4	4.2	4.3	3.9	3.5	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2
Turquie	7.9	10.1	10.0	10.2	10.4	1.8	2.5	2.5	2.6	2.7
Royaume-Uni	7.0	4.7	4.8	5.3	5.2	2.0	1.4	1.5	1.6	1.6
Océanie										
Australie	7.7	5.6	5.0	4.7	4.7	0.7	0.6	0.5	0.5	0.5
Nouvelle-Zélande	6.5	3.9	3.7	4.3	4.9	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
OCDE Europe^b	9.0	9.0	8.7	8.5	8.2	20.6	22.0	21.6	21.0	20.6
UE-15	8.8	8.1	7.9	7.6	7.3	15.3	14.8	14.6	14.1	13.8
UE-19^b	9.3	9.0	8.7	8.4	8.1	18.5	19.2	18.7	18.1	17.6
Total OCDE^b	6.8	6.7	6.5	6.2	6.0	34.7	37.3	36.3	34.8	34.1

a) Voir la note a) du tableau 1.1.

b) Les moyennes pour 1993-2003 excluent la République slovaque.

Source : OCDE (2006), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 79, mai, Paris.

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/265384570353>

productivité du travail. D'après les projections de l'OCDE, la progression des rémunérations réelles se stabiliserait en 2006, puis augmenterait et atteindrait 1.9 % en 2007, les marchés du travail se contractant. La croissance moyenne des rémunérations réelles en Europe, n'a pas excédé 0.7 % en 2005 et devrait rester inférieure à 1 % en 2006-07. Toutefois, la situation est très diverse selon les pays, l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne enregistrant des

Tableau 1.4. **Rémunérations réelles par salarié dans le secteur des entreprises des pays de l'OCDE^{a, b}**

Variation annuelle, en pourcentage

	Moyenne 1993-2003	2004	2005	Prévisions	
				2006	2007
Amérique du Nord					
Canada	1.2	1.2	2.8	3.5	3.3
Mexique	..	-1.7	1.5	0.9	0.9
États-Unis	1.8	2.0	2.3	2.0	2.9
Asie					
Japon	0.2	-0.6	1.6	1.8	1.6
Corée	1.6	1.0	1.9	2.7	2.3
Europe					
Autriche	0.5	1.0	0.4	0.4	0.8
Belgique	0.8	-0.4	-0.1	0.9	1.1
République tchèque	..	4.4	3.6	3.6	3.1
Danemark	1.1	0.9	0.0	1.3	1.7
Finlande	1.5	4.0	3.2	1.3	1.3
France	0.7	1.7	1.8	1.9	2.0
Allemagne	0.4	-1.1	-1.1	-0.8	-1.5
Grèce	2.5	0.9	1.3	2.6	2.8
Hongrie	..	6.8	0.2	2.7	3.5
Islande	3.3	5.7	7.4	4.8	3.3
Irlande	1.1	2.4	2.4	2.5	2.1
Italie	-0.4	0.1	0.6	0.5	1.0
Luxembourg	0.8	0.1	0.5	0.6	0.9
Pays-Bas	0.5	2.0	0.4	-0.3	0.0
Norvège	2.1	3.5	2.1	1.8	1.8
Pologne	..	-0.8	1.2	2.1	1.8
Portugal	2.0	0.4	0.4	0.4	0.5
République slovaque	..	2.7	5.3	3.0	3.8
Espagne	0.0	-0.1	-1.0	0.0	0.5
Suède	2.4	2.9	3.1	1.8	1.6
Suisse	1.1	1.2	0.6	0.7	0.9
Turquie
Royaume-Uni	2.0	2.2	2.0	1.9	1.9
Océanie					
Australie	1.3	4.3	2.1	2.5	2.4
Nouvelle-Zélande	0.7	2.6	2.9	1.5	1.0
OCDE Europe^c	0.8	0.8	0.7	0.9	0.9
UE-15	0.7	0.7	0.6	0.7	0.7
UE-19^c	0.8	0.8	0.7	0.9	0.9
Total OCDE moins les pays à forte inflation^{c, d}	1.0	1.2	1.5	1.5	1.8
Total OCDE^c	1.1	1.1	1.6	1.5	1.9

.. : Données non disponibles.

a) Voir la note a) du tableau 1.1.

b) Les rémunérations par salarié sont déflatées par le déflateur de la consommation privée et les agrégats sont calculés sur la base des pondérations du PIB de 2000 exprimées en parités de pouvoir d'achat de 2000.

c) Pays indiqués.

d) Les pays à forte inflation sont ceux pour lesquels l'inflation mesurée par l'indice implicite des prix du PIB a été, sur la base des données historiques, égale ou supérieure à 10 % en moyenne entre 1993 et 2003. Ainsi, la Hongrie, le Mexique et la Pologne sont exclus du total.

Source : OCDE (2006), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 79, mai, Paris.Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/407478814888>

progressions négatives des rémunérations réelles en 2005, tandis que ce sont des taux de progression de 2 %, voire plus, qui ont été enregistrés dans huit pays (Finlande, Irlande, Islande, Norvège, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni et Suède). La progression des rémunérations réelles devrait ralentir en 2006-07 dans ces derniers pays, tandis qu'elle s'accélénera dans la plupart des autres pays d'Europe, en particulier en Belgique, au Danemark, en Espagne, en Grèce et en Hongrie. Par contre, les rémunérations réelles devraient diminuer en Allemagne et aux Pays-Bas au cours des deux prochaines années. La croissance des rémunérations réelles s'est accélérée au Canada, en Corée, aux États-Unis, au Japon et au Mexique en 2005, atteignant ou dépassant 1.5 %. La progression devrait ralentir en 2006-07 au Mexique, mais rester largement inchangée ou être légèrement supérieure dans les trois autres pays. En Nouvelle-Zélande, la progression des rémunérations réelles devrait décélérer peu à peu, passant de 2.9 % en 2005 à 1 % en 2007, du fait de l'augmentation du chômage.

2. Réévaluer la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi

Objet et champ de la réévaluation

En 2003, une réunion des ministres de l'Emploi et du Travail des pays de l'OCDE a conclu que, près de dix ans après qu'elle avait été formulée, le moment était venu de réévaluer la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi (encadré 1.1). Afin de voir quels résultats elle avait donnés dans la pratique, et si elle appelait des modifications, les ministres ont chargé le Secrétariat de l'OCDE de réexaminer le cadre d'action défini par la Stratégie pour l'emploi qui avait été formulée en 1994, à la lumière des nouvelles connaissances accumulées depuis concernant ce qui est efficace et ce qui ne l'est pas. Les ministres ont aussi demandé que les problèmes émergents, qui n'étaient pas au centre des priorités de la Stratégie pour l'emploi en 1994, soient pris en compte, en particulier les défis posés par le vieillissement démographique. De ce point de vue, le fait qu'en moyenne, dans les pays de l'OCDE, un tiers environ de la population en âge de travailler soit ou bien au chômage ou bien (plus souvent encore) inactive constitue, a-t-il été souligné, un défi majeur. Les ministres ont aussi insisté sur la nécessité d'améliorer les perspectives d'évolution professionnelle et la qualité des emplois pour les catégories défavorisées. Plus fondamentalement, la question a été soulevée de savoir pourquoi des pays dotés d'institutions et de cadres d'action apparemment différents pouvaient, les uns et les autres, enregistrer des taux d'emploi élevés comparables.

Cette édition des *Perspectives de l'emploi* présente une réévaluation générale de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi. Cependant, le champ d'observation a été limité aux domaines qui ont la plus forte incidence sur les performances des marchés du travail, à savoir la politique macroéconomique, les réformes structurelles visant le marché du travail et les mesures destinées à renforcer la concurrence sur les marchés de produits. D'autres problématiques comme l'innovation, la formation initiale et l'entrepreneuriat, qui étaient abordées dans la Stratégie de 1994 pour l'emploi et qui sont centrales pour les politiques axées sur la croissance, ne seront pas examinées ici en détail car elles ont été amplement traitées dans le cadre du Projet de l'OCDE sur la croissance qui s'est achevé en 2003 et a donné lieu à une publication parue sous le titre *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*. Les politiques de nature à favoriser la croissance continuent de faire l'objet d'une attention soutenue dans les travaux de suivi menés par le Secrétariat de l'OCDE. L'encadré 1.2 donne un bref aperçu de ces travaux.

Encadré 1.1. La Stratégie de 1994 pour l'emploi

Face à la persistance de hauts niveaux de chômage, dans de nombreux pays de l'OCDE, à la fin des années 80 et au début des années 90, l'OCDE a entrepris une grande étude des facteurs susceptibles d'expliquer la dégradation des performances des marchés du travail. Le diagnostic auquel l'OCDE est parvenue – accompagné d'un vaste ensemble de recommandations à l'intention des gouvernements pour faire reculer le chômage, augmenter l'emploi et accroître la prospérité – a été publié en 1994 : il s'agit de l'*Étude de l'OCDE sur l'emploi* (OCDE, 1994a, b, c). Les recommandations générales à l'intention des gouvernements présentées dans cette étude définissent un cadre d'ensemble pour les réformes qui constitue ce que l'on appelle la « Stratégie de l'OCDE pour l'emploi ». Ces recommandations peuvent s'énoncer en dix points* :

1. Élaborer une politique macroéconomique qui favorise la croissance et qui, conjuguée à des politiques structurelles appropriées, la rende durable, c'est-à-dire non inflationniste.
2. Améliorer le cadre dans lequel s'inscrivent la création et la diffusion du savoir-faire technologique.
3. Accroître la flexibilité du temps de travail (aussi bien à court terme que sur toute la durée de la vie) dans le cadre de contrats conclus de gré à gré entre travailleurs et employeurs.
4. Créer un climat favorable à l'entreprise en éliminant les obstacles et les entraves à la création et au développement des entreprises.
5. Accroître la flexibilité des coûts salariaux et de main-d'œuvre en supprimant les contraintes qui empêchent les salaires de refléter les conditions locales et le niveau de qualification de chacun, en particulier des jeunes travailleurs.
6. Revoir les dispositions relatives à la sécurité de l'emploi qui freinent l'expansion de l'emploi dans le secteur privé.
7. Mettre davantage l'accent sur les politiques actives du marché du travail et les rendre plus efficaces.
8. Améliorer les qualifications et les compétences de la main-d'œuvre en modifiant profondément les systèmes d'enseignement et de formation.
9. Revoir les systèmes d'indemnisation du chômage et de prestations connexes – et leurs interactions avec le système fiscal – de sorte que les objectifs fondamentaux en matière d'équité de la collectivité soient remplis sans porter atteinte au bon fonctionnement des marchés du travail.
10. Développer la concurrence sur les marchés de produits de manière à réduire les tendances monopolistiques et à atténuer l'opposition entre travailleurs intégrés et exclus, tout en contribuant à rendre l'économie plus novatrice et plus dynamique.

Le cadre général défini par la Stratégie pour l'emploi a ensuite été utilisé pour énoncer des recommandations spécifiques par pays – adaptées aux caractéristiques institutionnelles, sociales et culturelles de chaque pays membre – dans les études nationales réalisées régulièrement par le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement (Comité EDR). Des examens des progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations du Comité EDR ont été publiés en 1997 et 1999 (OCDE, 1997a et 1999b). Le Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales (Comité ELSA), de son côté, a approfondi la réflexion sur certaines des recommandations essentielles de la Stratégie pour l'emploi (voir, en particulier, OCDE, 1996, 1997c, 2000a).

* Ces dix grandes orientations ont été déclinées en près de 70 recommandations détaillées à l'intention des gouvernements (OCDE, 1994a).

Encadré 1.2. **L'Étude de l'OCDE sur la croissance : le rôle de l'éducation, de l'innovation et de l'entrepreneuriat**

L'OCDE a réalisé récemment une étude des déterminants du niveau et du rythme de croissance du PIB par habitant qui s'est déroulée sur plusieurs années et qui visait notamment à répondre à la nécessité de mieux comprendre les divergences observées dans les performances économiques des pays membres au cours des années 90. Le rapport final publié en 2003 (OCDE, 2003b) a confirmé le rôle central des politiques des marchés du travail et des marchés de produits dans le processus de croissance, tout en montrant l'importance de l'éducation, de l'innovation et de l'entrepreneuriat comme déterminants de la productivité et de la croissance économique.

Dans l'Étude sur la croissance, on a constaté qu'en allongeant d'un an la durée moyenne de la formation initiale, on obtenait un gain de niveau de PIB par habitant de 4 %. Cette observation tirée d'une analyse macroéconométrique cadre avec les résultats des études microéconomiques qui montrent régulièrement que les niveaux de salaire sont liés au niveau d'études. Les déterminants des résultats sur le plan de l'éducation, tant en termes quantitatifs qu'en termes qualitatifs, font l'objet d'un suivi permanent à l'OCDE.

L'innovation est un déterminant clé de la croissance économique à long terme. Assimilant l'activité d'innovation aux dépenses de recherche-développement (R-D), l'Étude sur la croissance aboutit à la conclusion que l'innovation a de puissants effets sur le niveau et le rythme de croissance du PIB par habitant. Des études ultérieures consacrées aux déterminants des dépenses de R-D ont souligné l'importance des conditions-cadres que sont, par exemple, des systèmes d'éducation et de formation performants qui permettent aux individus d'acquérir les compétences qui leur permettront de tirer parti des nouvelles technologies, une offre de capital-risque pour stimuler l'entrepreneuriat, des réglementations sur les marchés de produits qui ne limitent pas exagérément la concurrence, et des politiques sur les marchés du travail qui accompagnent le changement au lieu de le bloquer. En outre, l'innovation est sensible à des dispositions spéciales telles que celles qui renforcent les liens entre l'industrie et la science, les mesures de soutien financier à la R-D et les avantages fiscaux.

L'entrepreneuriat, tel qu'il se reflète dans les créations d'entreprises et dans la dynamique de croissance des entreprises, influe sur la croissance de la productivité, de nouveaux entrants, plus efficaces, remplaçant les sortants, moins efficaces. Cet effet est particulièrement important dans les secteurs des technologies de l'information et des communications (TIC), où les changements sont rapides. D'après l'Étude sur la croissance, l'entrepreneuriat peut, en particulier, être affecté par les réglementations sur les marchés de produits qui empêchent l'entrée et par une protection de l'emploi exagérément stricte, qui fait qu'il est coûteux pour les petites et moyennes entreprises d'expérimenter de nouveaux produits. L'entrepreneuriat dépend aussi largement de l'efficacité du système de crédit et du système fiscal, de la qualité du gouvernement d'entreprise et de facteurs socioculturels d'ordre plus général.

Dans le prolongement de l'Étude sur la croissance, l'OCDE a inauguré un processus de suivi des progrès accomplis par les gouvernements des pays de l'OCDE dans la mise en œuvre des réformes structurelles susceptibles d'améliorer les performances en termes de PIB par habitant et de croissance à long terme. Dans cette perspective, l'OCDE a lancé, en 2005, une publication annuelle, *Réformes économiques : Objectif croissance*, qui présente une évaluation comparative du contexte défini par les politiques structurelles et identifie les priorités de réforme pour chaque pays membre (OCDE, 2005g). Dans les prochaines éditions, on examinera les progrès dans la réalisation de ces priorités et on rendra compte des nouveaux travaux d'analyse du Secrétariat consacrés aux facteurs qui déterminent de bonnes performances en matière de croissance (OCDE, 2006d). Au total, les éléments recueillis à l'occasion de l'étude sur la croissance et dans son prolongement corroborent l'importance donnée, dans la Stratégie pour l'emploi, à la formation initiale, à l'innovation et à l'entrepreneuriat comme moteurs d'amélioration de la productivité et d'élévation des niveaux de vie à long terme.

Les structures d'échanges et d'investissement au niveau international évoluent rapidement et ont un fort impact sur les marchés du travail, à l'échelon national, dans les pays de l'OCDE. En particulier, la rapide intégration de la Chine et d'autres grandes économies émergentes sur les marchés mondiaux a un fort impact sur la division internationale du travail, tout en accentuant les pressions à l'ajustement structurel dans les pays de l'OCDE. Malgré l'importance de ces phénomènes, on ne tente pas ici d'analyser comment la « mondialisation » reconfigure les structures d'emploi et les choix qui s'offrent aux gouvernements. Cependant, les conséquences de l'intégration économique au niveau international pour l'élaboration des politiques économiques sont au centre d'autres études de l'OCDE (voir l'encadré 1.3 pour un bref aperçu). Ces travaux tendent à indiquer que la mondialisation rend plus nécessaire encore la mise en œuvre des réformes structurelles de nature à améliorer la capacité d'adaptation des marchés du travail, dans le droit fil des orientations de la Stratégie pour l'emploi (OCDE, 1994a).

Les conséquences des politiques gouvernementales et des institutions du marché du travail analysées dans cette publication sont multiples par nature et leur évaluation nécessiterait, en principe, de prendre en compte tous les aspects – aspects sociaux et budgétaires, croissance. Là encore, le champ de l'analyse développée ici est limité en ceci qu'elle est essentiellement centrée sur l'impact des politiques publiques sur les performances du marché du travail – à savoir, notamment, le chômage, l'emploi, la participation et certains aspects de la qualité des emplois –, la répartition des revenus des ménages et la pauvreté relative. L'influence du cadre de l'action gouvernementale et des réglementations sur la progression des salaires réels et les niveaux de vie est une composante importante de la performance des marchés du travail, mais qui reste largement en dehors du champ couvert par ce rapport. En revanche, la croissance de la productivité au niveau des branches – qui est un facteur déterminant essentiel de la progression des salaires réels à long terme – a été analysée en détail dans l'Étude de l'OCDE sur la croissance (encadré 1.2).

Comment cette édition des Perspectives de l'emploi contribue à la réévaluation de la Stratégie de 1994 pour l'emploi

Les chapitres 2 à 7 de cette publication présentent les données et les analyses qui ont été rassemblées pour réévaluer la Stratégie de 1994 pour l'emploi et qui sous-tendent la nouvelle formulation de cette stratégie, telle que présentée dans le rapport sur les orientations politiques (OCDE, 2006b). Le chapitre 2 fixe le contexte de la réévaluation en passant rapidement en revue les tendances récentes concernant les performances du marché du travail, la situation sociale et les conditions de travail. Puis le chapitre 3 revient sur bon nombre des recommandations énoncées dans la Stratégie pour l'emploi qui visaient à améliorer les performances globales des marchés du travail. Les politiques destinées à améliorer la situation sur le marché du travail de certaines catégories de la population d'âge actif, sous-représentées dans l'emploi dans la plupart des pays de l'OCDE, font l'objet du chapitre 4. Ce chapitre traite aussi des stratégies à mettre en œuvre pour remédier aux problèmes des marchés du travail des régions défavorisées et de l'emploi informel. Le chapitre 5 analyse les conséquences sociales possibles des réformes préconisées par la Stratégie pour l'emploi, notamment leurs conséquences sur la répartition des revenus et plusieurs aspects de la qualité de l'emploi. Le chapitre 6 explore les interactions entre les politiques macroéconomiques et les politiques et institutions des marchés du travail et des marchés de produits, ainsi que les interactions entre les chocs et les institutions. Ce chapitre

Encadré 1.3. **L'Étude de l'OCDE sur les échanges et l'ajustement structurel et son suivi**

Les principaux résultats d'une étude que l'OCDE a consacrée aux politiques à mettre en œuvre pour réussir les ajustements structurels rendus nécessaires par l'évolution des échanges, étude qui s'est déroulée sur plusieurs années, sont présentés dans la publication *Les échanges et l'ajustement structurel : les enjeux de la mondialisation* (OCDE, 2005c). On observe dans cette étude que la libéralisation des échanges et de l'investissement entraîne des fermetures d'entreprises et des pertes d'emplois dans certains secteurs mais crée de nouvelles opportunités dans d'autres. Les coûts d'ajustement résultant des déplacements d'emplois réduisent les gains d'efficacité à court terme liés aux mutations structurelles et font porter le poids des ajustements sur un segment étroit de la population, ce qui soulève des interrogations sur le plan de l'équité et risque d'éroder les soutiens politiques à la libéralisation des échanges et, de façon plus générale, aux mutations structurelles de nature à accroître l'efficacité.

Ce qu'il faut donc, avant tout, ce sont des politiques qui facilitent la réaffectation de la main-d'œuvre et du capital à des utilisations plus efficaces face à l'émergence de nouvelles sources de concurrence et de nouvelles opportunités tout en limitant les coûts d'ajustement pour les individus, les communautés et la collectivité dans son ensemble. Les politiques du marché du travail peuvent aider à relever ce défi en favorisant le développement des compétences humaines et des capacités d'adaptation et en facilitant la mobilité de la main-d'œuvre entre professions, entre entreprises, entre branches d'activité et entre régions, tout en apportant une aide adéquate à ceux qui subissent les coûts d'ajustement liés aux mutations structurelles. Toutefois, les politiques destinées à accroître les capacités d'adaptation des marchés du travail ne sont qu'un élément d'un ensemble plus vaste de mesures à prendre pour relever le défi de l'ajustement structurel. Les autres composantes nécessaires sont notamment : des politiques macroéconomiques qui favorisent la stabilité et la croissance; un cadre efficace pour la réglementation des marchés de produits; un cadre institutionnel et de gouvernance solide, qui favorise les réformes structurelles; et des politiques d'échanges et d'investissement libérales.

Les conséquences des tendances récentes touchant les échanges internationaux et l'investissement direct étranger pour les politiques du marché du travail dans les pays de l'OCDE ont été analysées de façon plus approfondie au chapitre 1 de l'édition 2005 des *Perspectives de l'emploi*, ainsi que dans Kongsrud et Wanner (2005). Deux grands enseignements se dégagent de ces analyses. Premièrement, le programme de réformes structurelles exposé dans la Stratégie de 1994 pour l'emploi peut accroître la capacité globale d'adaptation des marchés du travail aux mutations structurelles de l'économie. En vérité, l'évolution récente de l'économie mondiale – en particulier l'intégration rapide de la Chine et d'autres économies émergentes de marché dans le système commercial mondial – signifie probablement que le coût qu'il y aurait à ne pas mettre en œuvre des réformes facilitant l'emploi est de plus en plus lourd. Deuxièmement, la meilleure façon d'aider les travailleurs victimes de suppressions d'emploi liées aux importations ou aux « délocalisations » réside dans un système bien conçu et efficacement coordonné d'allocations chômage et de programmes actifs du marché du travail, deux politiques qui sont analysées en détail dans ce rapport*.

* Dans certains cas, il peut aussi y avoir lieu d'engager des programmes spéciaux ciblés sur les travailleurs ou les secteurs et les localités particulièrement durement touchés par les suppressions d'emploi liées à l'évolution des échanges. Cependant, ce type de mesures n'a souvent donné que des résultats médiocres dans le passé et, si on y a recours, il faut que ces actions soient limitées dans le temps, découplées de la production, compatibles avec les dispositions générales du filet de sécurité, efficaces en termes de coût et transparentes.

Encadré 1.3. **L'Étude de l'OCDE sur les échanges et l'ajustement structurel et son suivi** (suite)

Dans le prolongement de ces travaux, le Conseil de l'OCDE, lors de sa réunion au niveau des ministres tenue en 2005, a entériné une étude de la mondialisation et de l'ajustement structurel qui se déroulera sur deux ans et s'achèvera au printemps 2007. L'un des objectifs de cette nouvelle étude est de se faire une idée plus claire de la façon dont la nouvelle configuration des échanges et de l'investissement au niveau international – notamment l'internationalisation de la production avec la délocalisation des phases intermédiaires de production – affecte les marchés du travail des pays de l'OCDE. L'une des questions auxquelles on tentera de répondre consistera notamment à savoir si les pressions à l'ajustement structurel sur le marché du travail s'intensifient, ou bien globalement (du fait, par exemple, de l'ampleur de la concurrence exercée par les importations en provenance de Chine et d'autres grandes économies émergentes) ou bien pour des catégories spécifiques de main-d'œuvre (par exemple, les travailleurs non manuels qualifiés qui peuvent être affectés par les délocalisations en Inde et dans d'autres pays à bas salaires des services fondés sur les TIC). Il faudra aussi se poser la question de savoir si ces évolutions appellent des changements dans les systèmes d'emploi et de protection sociale des pays de l'OCDE.

s'achève sur une discussion de l'économie politique des réformes. Enfin, le chapitre 7 expose certains éléments techniques en rapport avec des travaux récents faisant appel à des régressions, concernant l'impact des politiques du marché du travail et des institutions sur le chômage et l'emploi. Ces travaux sont fréquemment évoqués dans les chapitres 3 à 6 et sont présentés de façon complète dans Bassanini et Duval (2006).

Les tableaux et graphiques supplémentaires auxquels il est fait référence dans les pages ci-après peuvent être téléchargés sur le site Internet de l'OCDE (OCDE, 2006a). Les chapitres ci-après exploitent aussi largement les travaux présentés dans quatre documents de travail de l'OCDE : i) une analyse économétrique des déterminants des performances des marchés du travail (Bassanini et Duval, 2006); ii) un examen des tendances en matière d'inégalités des revenus, et leur lien avec les changements sur le plan du chômage et des politiques structurelles du marché du travail (Burniaux et Padrini, 2006); iii) une analyse des politiques de nature à orienter les inactifs vers l'activité (Carcillo et Grubb, 2006); et iv) une analyse des politiques destinées à améliorer la situation des jeunes sur le marché du travail (Quintini, 2006).